

BULLETIN d'INFORMATION numéro 7 – 15 octobre 2018 morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs



Le grand auteur de bandes dessinées *Riad Sattouf* le confiait le 10 octobre à l'occasion des Rendez-Vous de l'Histoire à Blois : il a longtemps été ballotté entre la culture arabe (de son père) et la culture occidentale (de sa mère), mais il a enfin rejoint son vrai pays : « *J'ai retrouvé ma seule nationalité, qui est celle d'auteur de bandes dessinées. C'est mon peuple.* » Pour les jeunes enfants d'immigrés qui n'ont pas la chance d'avoir son talent, quelle est le peuple auquel il peuvent s'intégrer, sinon le peuple français? Et quel est le meilleur cadre de cette intégration, sinon l'école de la République ? Si l'on veut accéder au statut d'artiste, il vaut mieux cultiver l'incertitude identitaire, l'amertume, ou même le ressentiment qui sont aujourd'hui des atouts sérieux pour réussir (multiculturalisme oblige), mais si l'on veut vivre une vie simplement heureuse et décente de citoyen dans le pays où l'on est né, mieux vaut s'y intégrer. Ceci passe par la maîtrise, dès l'école primaire, de sa langue, de son histoire et de sa culture – et non par la pratique du sabir des quartiers, des prescriptions salafistes ou de la vulgarité des sous-cultures américaine.

Mais ceci est trop simple pour les théoriciens fumeux du multiculturalisme. Ils plaident pour **l'apprentissage de l'arabe dès le primaire car c'est « une langue du futur »** : 350 millions de locuteurs dans le monde, l'une des 6 langues officielles aux Nations Unies, celle des 23 pays de la Ligue arabe, celle de marchés importants qui restent à conquérir par la France. « C'est une langue porteuse, un atout à la fois à l'école et dans le monde du travail, que ce soit dans le commerce, l'hôtellerie-restauration, l'industrie du luxe ou même les nouvelles technologies », plaide une inspectrice régionale d'arabe. Le dernier rapport de l'Institut Montaigne préconise même l'enseignement de la langue arabe pour contrer « la fabrique de l'islamisme ». S'appuyant sur ces recommandations, le ministre Jean-Michel Blanquer veut renforcer l'apprentissage de l'arabe dans les établissements scolaires, dès le primaire, au même titre que « d'autres grandes langues de civilisation » tels le chinois ou le russe. « Il faut donner du prestige à ces langues, et c'est particulièrement vrai de l'arabe qui est une très grande langue littéraire et qui ne doit pas être apprise seulement par les personnes d'origine maghrébine ou de pays arabes », souhaite le ministre, annonçant une « *stratégie qualitative* » pour cette langue.

Cette « *stratégie qualitative* » va se mettre en place peu à peu dans notre Métropole. Ainsi, la Rectrice de l'Académie d'Orléans-Tours (*celle-là même qui ne répond jamais à nos courriers*) veut ouvrir des cours d'arabe dans le primaire dès la rentrée de la Toussaint. Certes, ces cours seront facultatifs, mais leur organisation dans les écoles est imposée aux mairies sans la moindre concertation avec les maires. Il est vrai que sous la présidence Macron, les collectivités locales sont en général traitées avec un certain mépris.

Pour notre association VRO45, la question de l'enseignement de l'arabe est très importante, et nous vous proposons deux textes sur ce sujet : l'un - rédigé par une praticienne - sur le mirage des ELCO, dont

il est temps de faire le bilan et l'autre qui prend un peu de hauteur : il est écrit par une philosophe algérienne qui connaît bien les pratiques islamo-fréristes, pour avoir enseigné en Algérie jusqu'en 2005.

Nos élus vont-ils réagir, face à cette nouvelle offensive multiculturaliste qui, sous couvert de générosité, facilite la pénétration islamiste ? Nous alertons toutes les mairies de la Métropole devant le danger, et **nous sommes prêts à aider les élus qui veulent résister à cette mesure néfaste pour la cohésion nationale : la mobilisation citoyenne ne doit pas faiblir.**

École : l'arabe et le turc contre l'intégration - L'enseignement des langues d'origine sous-traité à des enseignants étrangers

Laurence David - 7 septembre 2018

www.causeur.fr/ecole-arabe-turc-langues-etrangeres-elco-154317

Depuis quarante ans, l'Enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO) assigne les enfants d'immigrés à l'identité de leurs ancêtres. Ultra majoritairement choisi par des familles turques ou maghrébines, ce dispositif sous-traite à des enseignants étrangers l'instruction des enfants. Enquête.

Apprendre aux enfants la langue de leurs grands-parents : a priori, l'idée semble généreuse. La réalité, bien sûr, est plus problématique, et les Enseignements des Langues et Cultures d'Origine (ELCO) ne cessent de faire polémique. « *À l'école élémentaire, votre enfant peut recevoir un enseignement optionnel de langue vivante étrangère encadré et contrôlé par le ministère de l'éducation nationale* » : ainsi commence le document distribué, ce printemps, aux parents d'élèves des écoles de France. Il s'agit d'un reliquat de l'ère Vallaud-Belkacem, l'une de ces demi-vérités qui furent sa marque de fabrique et dont hérite Jean-Michel Blanquer : la métamorphose inachevée des controversés ELCO, à mi-chemin entre Capharnaüm et Babel.

Initialement, neuf pays, partie prenante du dispositif ELCO, recrutaient les professeurs à cette fin : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Turquie, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, la Serbie et la Croatie. L'objectif, défini par une directive européenne du 25 juillet 1977, était alors de « faciliter la libre circulation des travailleurs » et de promouvoir « l'enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine de leurs enfants afin de faciliter leur réintégration éventuelle dans l'État membre d'origine ».

En pratique, selon les chiffres officiels, en 2016, on ne dénombrait que 22 élèves apprenant le croate, 184 le serbe, 190 l'espagnol, 5 513 l'italien, 10 468 le portugais, mais surtout... **19 216 le turc et 48 129 l'arabe !** L'enseignement de ces deux dernières langues a défrayé la chronique sous le quinquennat Hollande lorsque les dérives du dispositif sont arrivées aux oreilles du grand public – enseignants maîtrisant mal le français, lecture prosélyte du Coran, entorses à la laïcité, entrisme de pays comme la Turquie, **encouragement au repli communautaire**. Le problème n'était pourtant pas nouveau. Dès 2005, Marie Lazaridis et Alain Seksig avaient recensé les nombreux rapports qui exposaient les risques de ce choix pédagogique, citant notamment la formule fulgurante du sociologue Abdelmalek Sayad : « *Le foulard était déjà dans l'ELCO.* »

En 2015, la commission d'enquête du Sénat présidée par Françoise Laborde avait proposé leur suppression pure et simple et « l'intégration de l'enseignement de ces langues dans le programme d'apprentissage des langues étrangères », À lire les documents opportunément distribués aux parents avant la présidentielle, on pourrait croire que le Sénat a été entendu ; mais ils créent un écran de fumée : ils prétendent régler le problème ELCO et tentent de faire oublier les attaques contre le latin, l'allemand et les classes bilangues en faisant miroiter un prétendu « enseignement optionnel en langues étrangères ».

Quelques parents y croient vraiment et cochent, enthousiasmés, la case de l'italien (qui n'existera guère que dans quelques départements, et surtout pas en nombre suffisant). D'autres questionnent, le sourire en coin : « C'est pour de vrai les autres langues ou en fait il n'y a que l'arabe ? » Et les directeurs de répondre, embarrassés : « On ne sait pas, c'est l'académie qui nous demande de distribuer. » Il se trouve même une académie pour vendre la mèche explicitement : « Je vous demande de ne pas modifier le formulaire et de laisser l'indication de toutes les langues qui y figurent, bien que notre département ne propose ni l'italien, ni le croate, ni le portugais, ni le serbe. » Bref, **on ne propose que l'arabe et le turc, mais il ne faut pas le dire.**

Le plus beau demeure la mention « encadrés et contrôlés par le ministère de l'Éducation nationale ». Le 17 janvier 2018, interrogé sur la nature exacte de ce contrôle par le député LR Julien Aubert, le ministre Jean-Michel Blanquer noie le poisson : « Une réflexion est ouverte pour que ces langues soient enseignées à l'intérieur de l'école de la République et que toutes les dérives que vous avez pu constater ne puissent plus exister. » À la députée apparentée FN Emmanuelle Ménard revenant à la charge, il répond, tout aussi évasif : « Nous sommes en train de regarder pays par pays comment nous pouvons renforcer le contrôle des dispositifs ELCO, de façon à être certains que l'on y apprend les langues étrangères et pas autre chose. »

« *En train de regarder* », « *une réflexion est ouverte* »... Après plus de trente ans de rapports alarmistes, les défenseurs de l'école de la République étaient en droit d'espérer autre chose... La seule donnée communiquée dans le rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale de 2006 donne le vertige : 32 inspections en 2003 pour 4 952 cours ! Fidèle à sa culture de gestion Potemkine, l'administration continue cependant de ciseler le plan de communication, jouant sur la méconnaissance du système qu'a le citoyen lambda pour le rassurer à peu de frais. Quant au contrôle exercé sur ces enseignements, le vade-mecum édité par l'académie de Caen précise que « l'ELCO relevant de l'enseignement scolaire, le directeur d'école demeure responsable des élèves pendant les cours, qu'ils aient lieu sur le temps scolaire (en intégré) ou hors temps scolaire (en différé). La présence du directeur n'est toutefois pas obligatoire lorsque les cours ont lieu en différé ».

Bizarrement, aucun syndicat ne s'est alarmé que les directeurs d'école, aux responsabilités déjà très lourdes, soient sommés d'assumer la responsabilité d'élèves en dehors du temps scolaire. Mais pour les cadres de l'Éducation nationale, l'essentiel est d'avoir un lampiste en cas de problème. Cela permet aussi de berner les parents qui ignorent souvent que le directeur n'est pas le supérieur hiérarchique des enseignants et ne peut aucunement intervenir dans leurs choix pédagogiques. Pour surveiller les ELCO, restent donc les inspecteurs de l'Éducation nationale, que les professeurs des écoles, eux-mêmes, ne verront désormais dans leur classe que quatre fois dans leur carrière. On peine à croire qu'ils soient en mesure d'assurer un contrôle à la hauteur des enjeux. Ils en ont cependant la responsabilité et pourront théoriquement mener des visites conjointes avec des inspecteurs pédagogiques régionaux d'arabe, qui pour la France entière sont au nombre de... trois !

Du côté des familles, l'étude du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique du Royaume du Maroc révèle que, pour 84 % des ressortissants marocains ayant choisi les ELCO pour leurs enfants, « les raisons déterminantes de cet apprentissage tiennent à l'importance d'une culture religieuse ».

Toutefois, la principale raison du statu quo est peut-être la perméabilité au multiculturalisme de la classe dirigeante, qui fait que de nombreux décideurs voient dans les ELCO un non-sujet. Après tout, chaque communauté n'est qu'une part de marché aux demandes multiples auxquelles il convient de répondre pour en récupérer les voix. Cette attitude reproduit ce que *Fatiha Boudjahlat* appelle la « **fausse générosité du différentialisme : donner selon les besoins ethniques et religieux plutôt qu'accueillir comme égaux et permettre l'intégration** ».

Derrière les vœux pieux, l'arabe et le turc n'ont jamais pris leur place dans l'enseignement classique. Aucun gouvernement ne s'est lancé dans le recrutement de professeurs par concours, qui aurait pu permettre une sortie par le haut des ELCO. Ce constat d'immobilisme soulève de nombreuses questions. Comment peut-on sous-traiter à des professeurs aux compétences contestées l'ensemble d'un enseignement ? Craint-on une réaction de l'opinion publique face à l'ouverture massive de postes aux Capes d'arabe ou de turc ? S'agit-il de prendre acte d'un nouveau particularisme de certains territoires où les missions d'enseignement pourraient être déléguées à des pays tiers ? L'État préfère-t-il laisser aux mairies (qui mettent à disposition les locaux) la responsabilité de l'implantation de ces enseignements embarrassants ?

L'explication est peut-être aussi à chercher dans la satisfaction exprimée par certains pays. Ainsi le Maroc reconnaît que « le programme de l'ELCO a réussi à atteindre certains des objectifs qui lui sont assignés : préservation de l'identité culturelle et attachement au pays d'origine. » Dans ces conditions, on peut se demander si **nos propres dirigeants ne sont pas tentés par l'idée que ces gouvernements pourraient contrôler des diasporas que l'on a renoncé à assimiler.**

L'apprentissage de l'arabe est inutile pour lutter contre l'islamisme

Razika Adnani le 14/09/2018

<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2018/09/13/31003-20180913ARTFIG00310-l-apprentissage-de-l-arabe-est-inutile-pour-lutter-contre-l-islamisme.php>

Razika Adnani est philosophe et islamologue. Elle est membre du Conseil d'Orientation de la Fondation de l'Islam de France et directrice fondatrice des Journées internationales de Philosophie d'Alger. Elle a contribué aux travaux du séminaire «Laïcité et fondamentalismes» organisés par le Collège des Bernardins. Son dernier ouvrage s'intitule *Islam: quel problème? Les défis de la réforme* (UPublisher, décembre 2017).

Un des éléments les plus importants du récent rapport de l'Institut Montaigne tient au développement de l'apprentissage de la langue arabe pour contrer « *la fabrique de l'islamisme* ». Apprendre l'arabe serait donc un moyen pour lutter contre l'islamisme, **ce qui est tout à fait absurde**. Il suffit de regarder les pays du sud de la Méditerranée, l'Algérie ou le Maroc par exemple, pour réaliser que l'arabisation ne les a pas empêchés de sombrer dans le salafisme et le radicalisme. C'est même le contraire qui est vrai. Cela ne signifie pas que la langue arabe est la cause de l'islam radical, de sorte que son apprentissage engendrerait inévitablement le fondamentalisme et le fanatisme. Nacer Abou Zayd écrivait dans cette langue et on ne peut pas qualifier ses ouvrages de radicalistes ni de fanatistes.

Cependant, **la langue arabe est la langue du Coran**, elle est liée à l'islam et celui-ci est depuis des siècles dominé par le discours salafiste et fondamentaliste. Bien que ces derniers ne s'expriment pas qu'en langue arabe, celle-ci demeure le premier vecteur de leur pensée. L'apprentissage de la langue arabe pour les musulmans de France réduira la distance entre eux et le discours salafiste et fondamentaliste s'exprimant majoritairement en langue arabe et accentuera le problème de leur intégration. Cependant, les auteurs de ce rapport ne voient pas ainsi les choses. Selon eux, l'apprentissage de la langue arabe à l'école empêcherait les enfants de confession musulmane d'aller à la mosquée pour apprendre la langue arabe ce qui les expose au discours radicaliste islamiste. Or, les parents n'envoient pas leurs enfants à la mosquée pour qu'ils apprennent la langue arabe, mais la religion musulmane. **L'apprentissage de la langue arabe à l'école n'empêchera donc pas les parents de continuer à envoyer leurs enfants à la mosquée**. La preuve en est que cette langue est déjà dispensée dans les écoles françaises sans que cela ne détourne les jeunes musulmans de la mosquée. Cela ne signifie pas qu'il faut interdire l'apprentissage de la langue arabe, mais tous simplement ne pas croire que l'enseignement de cette langue sera un moyen pour lutter contre la « fabrication de l'islamisme ».

Les auteurs de ce rapport ajoutent que l'apprentissage de la langue arabe permettrait aux musulmans de lire directement les textes coraniques, ce qui les dispenserait de l'intermédiaire des islamistes. Or, pour s'informer au sujet de leur religion les musulmans y compris les arabophones ne lisent pas le Coran hormis une petite minorité, mais les livres des docteurs de l'islam. D'une part, le Coran n'est pas accessible à tous, le lire demande des connaissances plus approfondies en matière de langue, mais aussi d'histoire de l'islam et de théologie. D'autre part, sous l'emprise de l'esprit salafiste, la grande majorité des musulmans sont convaincus que les premiers musulmans sont ceux qui ont le mieux compris le Coran et ils pensent que c'est à leurs commentaires et leur théologie qu'il faut se référer pour comprendre leur religion.

Quant à l'idée d'un clergé ou d'un grand « imam de France » qui unifierait la voix des musulmans, tout d'abord, il faut rappeler que le monde chiite a toujours eu un clergé (des imams et des ayatollahs). Pourtant, la situation de l'islam chez les chiites n'est pas meilleure que chez des sunnites. Ensuite, si on ne reconnaît pas dans le sunnisme une autorité suprême cela ne signifie pas qu'elle soit inexistante. La mosquée al-Azhar au Caire par exemple occupe en quelque sorte ce rôle. Pourtant, le monde sunnite n'a pas pu sortir de l'impasse dans laquelle il s'est retrouvé. Enfin, parce que le clergé tient, presque par nature, un discours traditionaliste, l'instauration d'une telle institution serait une entrave, si elle dispose d'une autorité, pour l'émergence d'un discours moderniste au sein de l'islam en France.

Ainsi, **ni l'apprentissage de la langue arabe ni l'instauration d'un clergé ne permettront de contrer le radicalisme et le salafisme**. Seule une véritable réforme de l'islam le permettra en France et ailleurs ; elle ne se fera pas en France indépendamment des pays musulmans. Aussi la réforme de l'islam ne peut-elle se faire que si l'on interroge l'islam en tant que religion pour l'adapter à l'époque actuelle et aux valeurs de la modernité. C'est pour cela que le projet d'Emmanuel Macron concerne la réforme de la

gestion du culte musulman en France et non celle de l'islam. **Ce travail de réforme de l'islam doit se faire en parallèle avec une éducation qui inculque aux enfants l'esprit des lumières et les valeurs de la laïcité.** C'est la meilleure manière de contrer tout fanatisme et tout radicalisme.

Les fréro-salafistes d'Orléans en route vers les sommets ?

Les médias sous-estiment souvent les performances des fréro-salafistes de la métropole d'Orléans. Ainsi, le brillant succès des Etudiants Musulmans de France aux élections universitaires de mars 2018 a été passé sous silence par la presse – régionale ou nationale. Les EMF d'Orléans avaient alors dépassé les 20% des voix - record national - et il a fallu que nous sortions notre *lettre ouverte* d'avril 2018 (à consulter sur notre site) pour que certains élus commencent à s'inquiéter.

La dernière performance des Frères Musulmans de notre métropole a été également ignorée par les médias et **nous devons informer nos concitoyens** : désormais, Orléans - et plus largement le Loiret – est probablement le meilleur élève de la mouvance frériste, et l'exemple à suivre en matière de d'influence et de pénétration sociale – discrète, mais efficace...En effet, une grande « *Consultation des Musulmans* » avait été lancée au printemps par la mouvance frériste, coordonnée par *Marwan Muhammad*, ancien président du CCIF, le *Comité Contre l'Islamophobie en France*, et figure montante de la mouvance (car il faut bien remplacer Tariq Ramadan). La présentation des résultats a fait l'objet d'une conférence à l'Institut du Monde Arabe le 30 septembre. A cette occasion, un seul responsable provincial a été chargé de présenter ses souhaits ainsi que l'activité de ses organisations locales pour illustrer les « *bonnes pratiques* » : ce fut le **Président de Union des Associations Musulmanes de l'Orléanais (UAMO) Mustapha Ettaouzani**, qui n'est ni imam ni islamologue, mais *influenceur*. Les curieux pourront le voir, et l'écouter à deux reprises sur la vidéo résumée (à partir de 5.41 puis de 9.01) :

<https://www.youtube.com/watch?v=wFlc5G86sZo>

La rhétorique de « *Mustapha d'Orléans* » est alors à son apogée : selon lui, il faut aller plus loin ensemble en cultivant la synergie, la jeunesse, le dynamisme, et surtout en organisant des réseaux. Nouveau Martin Luther King, Mustapha Ettaouzani a présenté son « rêve » : « Connecter toutes les mosquées grâce à une plateforme Web et ainsi, que chacune ait accès à des architectes, des juristes, des sociologues, etc. Imaginons un canal d'information unique pour tous les fidèles. ». Heureux homme qui voit son rêve réalisé immédiatement : Marwan Muhammad annonce alors la création d'une plateforme numérique (*Les musulmans.fr*) permettant de mutualiser les expériences des associations (dont 160 sont déjà inscrites). Et Marwan Mohamed voit loin, car il a également d'autres ambitions : comme de **proposer des formations aux imams, maillon clé du paysage islamique de France**. « *La première sera centrée sur la communication* », précise Marwan Muhammad. Mais qui douterait encore du grand talent de communication de Marwan Mohamed et des Frères, qui ont su conquérir et conserver la confiance de certains élus et des grands médias *progressistes* ?

Pour ce qui est de la clarté et de la rigueur scientifique, c'est tout autre chose. La « *grande consultation* » n'a recueilli que 24 000 réponses exploitables, en dépit d'une mobilisation très forte des réseaux islamistes, sur une population musulmane de près de 6 millions de personnes en France (selon l'institut PEW). Et le questionnaire a été conçu pour empêcher tout test de représentativité des répondants : aucune variable de sexe, d'âge, de profession, ou de commune de résidence - et aucune variable relative à la fréquentation des mosquées ou des associations. Pour ses concepteurs - et en premier lieu le *statisticien* Marwan Mohamed - *cette consultation est (aussi) une mobilisation en soi, sans lourde rigidité méthodologique*. Pour eux, il ne s'agit pas d'une étude universitaire classique, ni d'une enquête ou d'un sondage. Bref, au diable le sérieux et la rigueur, **l'essentiel était de renforcer une mouvance, et de valoriser la base islamiste, où le président de l'UAMO, Mustapha Ettaouzani semble bien occuper une place prééminente**. Et nos élus locaux, qui le considèrent souvent comme le représentant privilégié des musulmans, feraient bien d'en prendre conscience : ce sont eux qui ont fait de l'Orléanais le modèle d'excellence de l'entrisme frériste, qui oeuvre toujours aimablement, et *sans lourde rigidité méthodologique*.